



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 22/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NANCYPORT**

Port de Frouard  
54390 Frouard

Références : BV/0755\_2024  
Code AIOT : 0006200202

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2024 dans l'établissement NANCYPORT implanté Port de Frouard 54390 Frouard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NANCYPORT
- Port de Frouard 54390 Frouard
- Code AIOT : 0006200202
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NANCYPORT est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1999-317 du 14 octobre 1999 modifié à exploiter des installations de transit, manutention et stockage de produits divers dans l'enceinte du port public de Frouard.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Stockage de déchets dangereux	AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesure de prévention	AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, article 2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Nancy Port à Frouard, est concernée depuis 2021 par l'immobilisation d'environ 2 000 tonnes de déchets d'hydroxydes d'aluminium résultat d'un transfert transfrontalier de déchets illicite entre la France, la Belgique et les Pays-Bas. L'inspection a constaté l'intégrité des moyens mis en œuvre par l'exploitant dans le cadre des mesures de prévention de la pollution susceptible d'être générée par le déchet et a recueilli les éléments de l'exploitant quant aux perspectives d'évacuation du déchet au regard des contraintes juridiques et techniques auxquelles est soumis l'exploitant, et propose à Madame le Préfet de renouveler la mise en demeure du 25/04/2022 en octroyant à l'exploitant un délai de 12 mois pour régulariser la situation administrative des déchets entreposés sur le site qu'il exploite à Frouard.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stockage de déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Stockage de déchets dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société NANCYPORT, dont le siège est situé Port de Frouard à Frouard (54390), autorisée à exploiter à la même adresse des installations de transit, de manutention et de stockage de produits divers, est mise en demeure de régulariser la situation administrative de son établissement de Frouard pour le stockage temporaire de 2 097 tonnes de déchets dangereux : <ul style="list-style-type: none"><li>• soit en déposant auprès de l'administration une demande d'autorisation environnementale, avec évaluation environnementale, dans un délai maximal de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté ;</li></ul> et en suspendant tout transit de déchets ou produits autres que ceux actuellement autorisés, dès la notification du présent arrêté ; <ul style="list-style-type: none"><li>• soit en procédant à l'évacuation des déchets dangereux dans une filière dûment habilitée à les recevoir, dans un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les dernières actions qu'il a menées pour assurer une reprise des déchets par le producteur du déchet ou par l'intermédiaire de transport. Le Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets est également impliqué pour saisir les autorités belges et néerlandaises compétentes sur ce sujet, dans le cadre du règlement CE 1013/2006 du 14/06/2006 visant le transfert transfrontalier de déchets. L'exploitant a précisé qu'il privilégie l'évacuation des déchets vers une installation de stockage ou de valorisation de déchets dangereux. Il a présenté un devis en date du 05/04/2024 pour la prise en charge d'environ 2 000 t de déchets dangereux relevant du code 11 01 09*. L'exploitant sollicite un délai de 12 mois pour régulariser la situation. A ce jour, l'exploitant souhaite régler la gestion des déchets litigieux sans compromettre les actions conduites dans le cadre du règlement 1013/2006, puis mettre en œuvre leur évacuation vers une filière dûment autorisée à les recevoir et les traiter.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 2 : Mesure de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les mesures nécessaires pour prévenir les dangers pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement liés au stockage temporaire de déchets d'hydroxyde d'aluminium (étanchéité des sols ; capacité de l'aire d'entreposage à recueillir les eaux et matières répandues ; couverture des déchets lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer leur dégradation rendant plus difficile leur valorisation ou leur élimination ou d'entraîner des substances polluantes par les eaux de pluie, etc.), dès la notification du présent arrêté et les maintient jusqu'à la régularisation de la situation.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté la présence de 2 tas d'hydroxyde d'aluminium, le premier pour environ 700 t, le second pour environ 1 300 t répartis en 3 andains. Les tas sont entreposés à l'extérieur sur des plateformes étanches et sont recouverts par des bâches de protection imperméables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite